

# Tchéquie

## A. Progrès dans la mise en œuvre du standard minimum

La Tchéquie compte 95 conventions fiscales en vigueur<sup>139</sup>, comme l'indique sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs. Quarante-huit de ces conventions<sup>140</sup> sont conformes au standard minimum.

La Tchéquie a signé l'IM en 2017 et a déposé son instrument de ratification le 13 mai 2020. L'IM est entré en vigueur pour la Tchéquie le 1<sup>er</sup> septembre 2020. Les conventions qui seront modifiées par l'IM deviendront conformes au standard minimum une fois que les dispositions de l'IM auront pris effet.

La Tchéquie n'a pas notifié aux fins de l'IM ses conventions non conformes avec l'Albanie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, la Barbade, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Brésil, l'Estonie, les États-Unis, l'Indonésie, la Jordanie, le Kazakhstan, la Macédoine du Nord, la Malaisie, le Maroc, la Mongolie, le Monténégro<sup>141</sup>, l'Ouzbékistan, le Panama, la Thaïlande, la Tunisie, l'Ukraine et le Viet Nam. Aussi, à ce stade, ces conventions ne seront pas modifiées par l'IM. L'Albanie, l'Arabie saoudite, la Barbade, Bahreïn, la Bosnie-Herzégovine, l'Estonie, l'Indonésie, la Jordanie, le Kazakhstan, la Macédoine du Nord, la Malaisie, le Maroc, la Mongolie, le Panama, la Thaïlande, la Tunisie, l'Ukraine et le Viet Nam ont notifié leurs conventions avec la Tchéquie aux fins de l'IM.

La Tchéquie a également signé un instrument bilatéral de mise en conformité concernant ses conventions conclues avec le Sri Lanka et les Émirats arabes unis.

La Tchéquie a indiqué dans sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs avoir pris des mesures (autres qu'au titre de l'IM) afin de mettre en œuvre le standard minimum dans ses conventions avec le Brésil, la Macédoine du Nord et le Monténégro<sup>142</sup>.

La Tchéquie met en œuvre le standard minimum par l'inclusion de la déclaration du préambule et de la règle COP<sup>143</sup>.

## B. Conclusion

L'Albanie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, la Barbade, la Bosnie-Herzégovine, l'Estonie, l'Indonésie, la Jordanie, le Kazakhstan, la Macédoine du Nord, la Malaisie, le Maroc, la Mongolie, le Panama, la

---

<sup>139</sup> La Tchéquie compte 95 conventions en vigueur. Ces 95 conventions concernent 96 juridictions, parce que la Tchéquie continue d'appliquer la convention conclue avec l'ancienne Serbie-et-Monténégro à la Serbie et au Monténégro\*.

<sup>140</sup> Une de ces conventions, celle conclue avec l'ancienne Serbie-et-Monténégro est conforme au standard minimum uniquement en ce qui concerne la Serbie. La Tchéquie a indiqué que des procédures internes étaient en cours en vue de préparer la signature d'une nouvelle convention qui a été négociée avec le Monténégro.

<sup>141</sup> La Tchéquie a inclus la convention conclue avec l'ancienne Serbie-et-Monténégro dans la liste des conventions devant être couvertes par l'IM uniquement pour ce qui est de la Serbie.

<sup>142</sup> La Tchéquie a indiqué dans sa réponse au questionnaire d'examen par les pairs avoir négocié une nouvelle convention avec le Monténégro.

<sup>143</sup> Pour ses conventions notifiées aux fins de l'IM, la Tchéquie choisit d'appliquer la disposition de la déclaration du préambule (article 6 de l'IM) et la règle COP (article 7 de l'IM).

Thaïlande, la Tunisie, l'Ukraine et le Viet Nam ont notifié leurs conventions avec la Tchéquie aux fins de l'IM, ce qui équivaut à une demande de mise en œuvre du standard minimum.

La Tchéquie a élaboré un plan de mise en œuvre du standard minimum dans ses conventions conclues avec l'Albanie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, la Barbade, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, l'Estonie, les États-Unis, l'Indonésie, la Jordanie, le Kazakhstan, la Malaisie, le Maroc, la Mongolie, l'Ouzbékistan, le Panama, la Thaïlande, la Tunisie, l'Ukraine et le Viet Nam.

La Tchéquie a indiqué dans sa réponse au questionnaire sur les examens par les pairs qu'elle avait l'intention au cours de l'année d'élargir la liste des conventions qui seront couvertes par l'IM afin d'y inclure les conventions conclues avec des juridictions qui ont signé l'IM et qui ont notifié leurs conventions avec la Tchéquie. Afin d'éviter d'éventuels doutes et malentendus à l'avenir, la Tchéquie a fait savoir qu'elle ne notifierait que les conventions dont les modifications apportées par l'IM ont été confirmées bilatéralement avec les juridictions concernées. À l'issue de cette procédure, la Tchéquie a indiqué qu'elle poursuivrait les renégociations ou les négociations bilatérales des protocoles portant modification afin de mettre en œuvre le standard minimum dans ses autres conventions.

## Synthèse de la réponse de la juridiction – Tchéquie

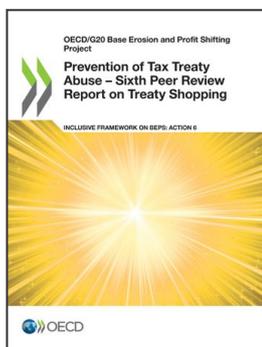
	1. Partenaires de convention	2. Conformité avec le standard	3. Signature d'un instrument de mise en conformité	4. Recours à la disposition relative au standard minimum
1	Afrique du Sud	Oui, IM		COP
2	Allemagne	Non	Oui, IM	COP
3	Arménie	Non	Oui, IM	COP
4	Australie	Oui, IM		COP
5	Autriche	Oui, IM		COP
6	Bangladesh*	Oui, autres		COP
7	Belgique	Oui, IM		COP
8	Brésil	Non	Non	
9	Bulgarie	Oui, IM		COP
10	Canada	Oui, IM		COP
11	Chili	Oui, IM		COP
12	Chine (République populaire de)	Oui, IM		COP
13	Chypre*	Oui, IM		COP
14	Colombie	Non	Oui, IM	COP
15	Corée	Oui, autres		COP
16	Croatie	Oui, IM		COP
17	Danemark	Oui, IM		COP
18	Égypte	Oui, IM		COP
19	Émirats arabes unis	Non	Oui, autres	COP
20	Espagne	Oui, IM		COP
21	États-Unis	Non	Non	
22	Fédération de Russie	Oui, IM		COP
23	Finlande	Oui, IM		COP
24	France	Oui, IM		COP
25	Géorgie	Oui, IM		COP
26	Grèce	Oui, IM		COP
27	Hong Kong (Chine)	Oui, IM		COP
28	Hongrie	Oui, IM		COP
29	Inde	Oui, IM		COP
30	Irlande	Oui, IM		COP
31	Islande	Oui, IM		COP

32	Israël	Oui, IM		COP
33	Italie	Non	Oui, IM	COP
34	Japon	Oui, IM		COP
35	Kirghizistan*	Oui, autres		COP
36	Koweït	Non	Oui, IM	COP
37	Lettonie	Oui, IM		COP
38	Liechtenstein	Oui, IM		COP
39	Lituanie	Oui, IM		COP
40	Luxembourg	Oui, IM		COP
41	Macédoine du Nord	Non	Non	
42	Malte	Oui, IM		COP
43	Mexique	Non	Oui, IM	COP
44	Monténégro	Non	Non	
45	Nigéria	Non	Oui, IM	COP
46	Norvège	Oui, IM		COP
47	Nouvelle-Zélande	Oui, IM		COP
48	Pakistan	Oui, IM		COP
49	Pays-Bas	Oui, IM		COP
50	Pologne	Oui, IM		COP
51	Portugal	Oui, IM		COP
52	Qatar	Oui, autres		COP
53	République slovaque	Oui, IM		COP
54	Roumanie	Non	Oui, IM	COP
55	Royaume-Uni	Oui, IM		COP
56	Saint-Marin	Oui, autres		COP
57	Sénégal	Oui, autres		COP
58	Serbie	Oui, IM		COP
59	Singapour	Oui, IM		COP
60	Slovénie	Oui, IM		COP
61	Sri Lanka	Non	Oui, autres	COP
62	Suède	Non	Oui, IM	COP
63	Suisse	Oui, IM		COP
64	Türkiye	Non	Oui, IM	COP

## Autres conventions

	1. Partenaires conventionnels	2. Membre du Cadre inclusif
1	Albanie	Oui
2	Arabie saoudite	Oui
3	Azerbaïdjan	Oui
4	Bahreïn	Oui
5	Barbade	Oui
6	Bélarus	Oui
7	Bosnie-Herzégovine	Oui
8	Botswana	Oui
9	Estonie	Oui
10	Éthiopie*	Non
11	Ghana*	Non
12	Indonésie	Oui
13	Iran*	Non
14	Jordanie	Oui
15	Kazakhstan	Oui

16	Liban*	Non
17	Malaisie	Oui
18	Maroc	Oui
19	Moldova*	Non
20	Mongolie	Oui
21	Ouzbékistan	Oui
22	Panama	Oui
23	Philippines	Oui
24	République arabe syrienne*	Non
25	République populaire démocratique de Corée*	Non
26	Tadjikistan*	Non
27	Thaïlande	Oui
28	Tunisie	Oui
29	Turkménistan*	Non
30	Ukraine	Oui
31	Venezuela*	Non
32	Viet Nam	Oui



Extrait de :

## Prevention of Tax Treaty Abuse – Sixth Peer Review Report on Treaty Shopping

### Inclusive Framework on BEPS: Action 6

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/36cebf8e-en>

#### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2024), « Tchéquie », dans *Prevention of Tax Treaty Abuse – Sixth Peer Review Report on Treaty Shopping : Inclusive Framework on BEPS: Action 6*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f087bdcf-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.